VOL. LIV — SAINT-BONIFACE, MANITOBA, 10 DECEMBRE 1924 — No. 3

ABONNEMENTS

Canada, par année $1.00
Etats-Unis, par année 1.50
Europe, par année 2.50

Tarif des Annonces

Par pouce ....50 sous

ANNONCE LEGALES

1ère insertion, parligne ......12 sous
Chaque insertion subséquente 8 sous

N. B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25 sous chacune. Petites annonces, 50 sous.

LE MANITOBA

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

LE MANITOBA
ES[illegible]E ET IMPRIME
TOU[illegible] MERCREDIS
Toutes [illegible]nications concernant le journa[illegible] primerie devront être adressées [illegible]anitoba
Pu[illegible] A. GAUVIN
42, [illegible] Provencher
SAINT-BO[illegible]ACE - MANITOBA
Téléphone : 123[illegible]

NOUVELLES DE FRANCE

Réponse à un Ministre

Un député catholique du Nord, M. Groussau a profité de la discussion du budget de l'instruction publique pour repondre, du haut de la tribune, aux attaques formulées par le Ministre François-Albert à Valesne contre les congrégations religieuses et leur enseignement.

M. François-Albert est de ces embusqués qui n'ont tiré aucune leçon de la guerre. N'ayant pas vu, dans la sinécure où il s'était logé, la fraternité des combattants, le lien de sang qui avait uni tous ces hommes, la pensée commune qui avait fait leurs âmes semblables dans un égal sacrifice, il a voulu renouveler les divisions d'avant-guerre et rejeter au rang des parias la foule des religieux, revenants glorieux de l'effroyable tourmente.

Tandis que son collègue, M. Chautemps, autre embusqué, veut les chasser de leurs couvents, lui leur refuse, au nom du dogme de la laicité, tout droit d'enseigner.

Il ne veut pas seulement que leur soient fermées les écoles où s'instruisent les enfants du peuple, mais il a imaginé, avec M. Herriot, de les chasser de l'enseignement secondaire en créant cette utopie de l'Ecole unique qui aboutit à la suppression de la liberté d'enseignement.

M. Groussau a défendu les maitres de la pensée religieuse, non seulement parce qu'ils ont droit à l'égalité, mais aussi parce que leur enseignement, contrairement aux insinuations du ministre, ne redoute aucune comparaison, quand il ne lui arrive pas d'être, sur bien des points, supérieur à celui de l'Etat.

L'éminent député catholique du Nord a rappelé, en passant, les succès remportés par les Ecoles primaires libres, il aurait pu lire la longue liste annuelle des jeunes gens sortis des établissements religieux, qui entrent en foule, parmi les premiers, dans toutes les grandes écoles.

Il aurait pu citer les hommes éminents produits par l'enseignement libre et qui, à l'heure actuelle, occupent, grâce à leurs talents, des postes élevés dans tous les milieux de l'armée, de la diplomatie, de la finance, du commerce, de l'industrie et des lettres.

Il aurait pu rappeler, par une cruelle ironie, que ceux mêmes que le parti radical considère comme d'indispensables sauveurs financiers, tel M. Caillaux, sont sortis de ces écoles que vilipende M. François-Albert. S'ils n'ont pas gardé la foi religieuse de leurs maitres, ils en ont conservé une science à laquelle les radicaux rendent hommage en les choisissant pour leurs chefs.

Ce fut l'occasion pour M. Grousseau, en démontrant l'inanité et l'illogisme des attaques du ministre de l'instruction publique, de mettre à nu le passé de M. François-Albert qui, girouette de la politique, tourne à tous les vents, comme tant d'autres de ses collègues du ministère, une existence faites de permanentes contradictions.

Quel homme, en effet, fut naguère plus sévère que M. François-Albert contre les socialistes et contre M. Jaurès dont cependant il a fait l'apologie! M. Groussau s'est donné le malin plaisir de lire à la tribune tout ce qu'écrivit M. François-Albert contre ceux dont il se fait aujourd'hui l'apologiste.

Il y conteste, à Jaurès, toute pensée patriotique, il y félicite M. Clémenceau d'avoir révoqué des fonctionnaires syndiqués; il y proteste contre la prétention de ces derniers d'opposer contre l'Etat qui les paie leurs revendications syndicalistes; il y flétrit les menées d'instituteurs révolutionnaires et les accuse de vouloir faire une guerre de classe.

Et c'est ce même ministre qui, aujourd'hui, patronne les syndicats de fonctionnaires et conseille par circulaires à ses inspecteurs, de faire cause commune avec les syndiqués

On voit quel fond on peut faire sur le caractère, les critiques et les attaques d'un ministre qui se donne comme le Grand Maitre de l'Université et qui n'est en réalité qu'un instrument de la franc-maçonnerie, placé à ce poste pour recommencer une guerre religieuse dont la pensée était restée latente au sein des Loges pendant que prêtres et congréganistes se faisaient tuer ou blesser pour sauver de l'esclavage boche les embusqués de la rue de Valois.

Que la politique antireligieuse soit une diversion, c'est possible, a dit M. Groussau, mais c'est une honte et un crime de jeter dans le trouble d'une guerre intérieure un pays qui a tant besoin de paix et d'union.

Les catholiques n'ont pas été les derniers à se prêter à consolider cette union dont dépend la rénovation du pays, mais comme l'a dit M. Groussau au gouvernement et à sa majorité, ils sauront répondre aux menaces dirigées "contre des religieux qui ont fait la guerre et contre des femmes de piété et de charité."

Les cardinaux eux aussi, dans leur belle lettre au président du Conseil, l'en ont prévenu, il était bon aussi que leur parole trouvait un écho à la tribune du Parlement et il faut remercier M. Groussau de s'y être fait, à son tour, le porte-parole des catholiques de France et de tous les esprits tant soit peu attachés à la liberté des citoyens.

LE RETOUR DE MONSIEUR BALDWIN

Au mois de juillet 1923 il me fut donné de rencontrer M. Baldwin, après un "garden party" dans le vieux jardin des deux modestes maisons sans prétention, et même sans style, qui abritent, au No. 10, le premier ministre, et, au no. 11, le chancelier de l'Echiquier.

Je vois encore M. Baldwin souriant, fumant sa pipe, parlant avec cette précision un peu laconique qui le caractérise. Sobre dans ses gestes, coneis dans ses paroles, il donnait une impression de grande énergie et de parfaite loyauté morale. Pas de finesses inutiles, nul détour, mais un exposé clair, presque trop clair, des questions passionnant alors l'opinion publique.

De cet entretien je n'ai le droit de rapporter ici que l'impression générale.

M. Baldwin était animé d'un désir passionné de faire "bien". On le sentait épris d'équité; il voulait "jouer le jeu" en honnête homme, mais avec l'aide franche et loyale du partenaire. A ce moment-là il aurait fallu le rencontrer à mi-route, lui tendre la main cordialement, s'asseoir en face de lui, jeter sur la table toutes les cartes, sans en dissimuler une seule; et la destinée de la France, peut-être celle du Monde, eut été changée.

"Il y a six mois, disait M. Baldwin avec une nuance d'angoisse dans la voix, l'opinion publique de mon pays était tout autre; les deux tiers de la nation auraient été favorables à ce qui aujourd'hui n'est pas même vu d'un bon oeil par le tiers de nos électeurs." Et toujours revenait cette dominante: "L'opinion publique".

C'est qu'elle existe, en effet, l'opinion publique de l'autre côté de la Manche: seule elle compte, fait et défait les coalitions les plus puissantes: devant elles comparaissent les grands de cette terre; si elle leur est contraire, ils acceptent son verdict sans maudire leur juge, mais aussitôt ils vont en appel et s'efforcent d'obtenir la révision d'un jugement qui n'est définitif que si la mauvaise foi de l'inculpé ne peut être mise en doute.

Une autre chose difficile à comprendre pour les Latins, c'est que l'Anglais prise par-dessus tout dans l'homme d'Etat, le "caractère".

Ce simple mot évoque toutes les vertus de l'honnête homme et du bon citoyen: courage physique et moral, intellectuel aussi; sens commun et sens pratique; désintéressement et abnégation de soi-même; sacrifice de sa personne toutes les fois que l'exige l'intézrêt du parti ou de l'Etat; amour de la vérité; culte du devoir. Ces éléments de perfection forment ce "caractère" rare en Angleterre comme partout ailleurs, sans lequel il ne saurait y avoir d'homme d'Etat digne de ce nom. Que la Providence mette le comble à ses bontés en donnant à l'homme des dons ortoires et même le génie, tant mieux, mais cela n'a qu'une importance secondaire. Par contre, ce que hait l'électeur britannique, c'est la trop grande habileté confinant à la fausseté.

* * *

De même rien n'écoeure le "man in the street" comme de voir un premier ministre se cramponner au pouvoir. Les grands partis ont du quelques-unes de leurs éclipses les plus longues à cette erreur de tactique. C'est précisément parce qu'il risqua le tout en 1923, sur un point de doctrine: "Protection ou libre-échange" que M. Baldwin battu aux urnes conquit une popularité durable. L'opinion publique hostile à toute innovation dont elle ne peut saisir les conséquences proches ou lointaines, et déconcertée par la complexité du problème fiscal se dit néanmoins: "M. Baldwin est un vrai "sportsman"; il ne veut pas le pouvoir coute que coute; voilà un chef qui mérite la confiance; qu'il nous pose une question claire, et si nous l'approuvons, nous le suivrons avec enthousiasme.

Les circonstances servirent M. Baldwin: d'une part, son parti, suivant la tradition, lui resta fidèle dans la défaite; de l'autre, une manoeuvre maladroite du parti libéral permit de demander à l'électorat, le plus nettement du monde: "Voulez-vous les socialistes, alliés des communistes, ou ceux qui sont énergiquement et loyalement contre le socialisme international et le communisme?"

La réponse ne se fit pas attendre: l'opinion publique, essentiellement conservatrice, ne veut pas plus du risque socialiste-communiste que de l'expérience complexe des "tarifs réformistes".

M. Baldwin incarne donc maintenant un programme absolument précis. Pour l'exécuter il lui fallant une équipe de collaborateurs aussi honnêtes que lui, aussi énergiques, aussi conservateurs dans le vrai sens du mot. Rien ne démontre mieux sa volonté d'établir courageusement un nouvel ordre de choses que son choix de M. Austen Chamberlain pour les affaires étrangères.

Ancien élève de l'Ecole des sciences politiques, connaissant la langue française à la perfection, n'ignorant rien de notre littérature et de notre histoire, le chef du Foreign office a pour notre pays les sentiments que l'on éprouve toujours pour les vieux amis dont on aime autant les défauts que les qualités.

Il me souvient d'avoir entendu M. Austin Chamberlain me parler, avec une pointe d'émotion, de son passage à l'école de la rue Saint-Guillaume, du respect et de l'admiration qu'il éprouvait pour notre vieux maitre Boutmy, et de ce qu'il devait à l'enseignement de Sorel. Pareils souvenir ne s'effacent jamais de l'esprit et du coeur d'un "scholar".

Comment rendre justice à M. Winston Churchill qui, lui, n'a jamais été un doctrinaire de parti, mais a évolué durant toute sa carrière politique, de la gauche à la droite, avec une franchise parfois déconcertante, et en prenant tous les risques? Battu ou vainqueur, il n'a jamais cessé d'être un vrai sportif. Pour nous, Français, un moment de sa longue carrière domine tout: aux jours noirs de juillet 1914, en dehors de M. Asquith, tenu au rôle d'arbitre impartial, il n'y eut dans les rangs libéraux qu'un seul ministre inébranlablement attaché à la cause du droit, prêt à sacrifier les intérêts apparents de son pays pour tenir tête à l'oppresseur; ce fut M. Winston Churchill. Il prit sur lui de démobiliser la flotte britannique; il défendit avec un courage méritoire l'alliance avec la France, alors que M. Lloyd George, influencé par certains banquiers de la Cité dont l'Histoire connaitra un jour les noms nous lâchait sans élégance le vendredi qui pécéda la déclaration de guerre. Jamais les Français n'oublieront l'ami que fut pour eux, en cette heure tragique, le nouveau chancelier de l'Echiquier.

M. Neville Chamberlain, mon chef au ministère du National Service, lorsque j'y présidais la section des étrangers, de qui je pus apprécier, en 1917, les grandes qualités intellectuelles et morales, est, avant tout, homme de devoir, sévère pour lui-même, plein de bonté pour les autres, soucieux du moindre détail, sans pour cela perdre de vue les grandes lignes d'un projet politique. Il doit réussir au ministère de l'hygiène. Son rôle sera de premeir plan, car c'est en veillant au confort matériel et à la santé des classes ouvrières que l'on résoudra les plus urgents et les plus graves des problèmes sociaux.

Aux colonies, M. Amery s'efforcera de réaliser son idéal d'un empire pacifique, dont toutes les forces convergeant vers une meilleure utilisation de ses richesses économiques, aideront, meiux que des discours et de vaines théories, à résoudre le problème de la vie chère.

La nomination de Lord Curzon à un poste honorifique, mais d'importance secondaire, ne doit nous causer nulle inquiétude. Je ne commets pas d'indiscrétion en constatant que son caractère difficile le rend aussi peu sympathique à ses propres collègues et à ses nationaux qu'aux étrangers.

Quant à M. Baldwin, sa qualité dominante, la loyauté, nous est un gage précieux de ses sentiments à notre égard. Homme d'action, appartenant à la haute bourgeoisie, ayant véeu plus de la moitié de son existence au milieux de ses ouvriers, connaissant mieux que personne les besoins et les revendications du peuple, il ne demande qu'à être renseigné, à voir les choses telles qu'elles sont. Si nous lui parlons net et franc, si notre gouvernement ne commet pas l'insigne maladresse de prétendre imposer ses doctrines démagogiques dans l'application de la politique d'entente cordiale, nous serons compris et aidés par un ami sincère.

C'est ce que fera certainement M. de Fleuriau, notre nouvel ambassadeur à Londres, qui n'ignore rien de l'âme anglo-saxonne.

(Le Gaulois) J. COUDURIER de CHASSAIGNE

MARCEL GRANDJANY

Le programme qui suit sera donné par Marcel Grandjany, le grand harpiste français, mardi le 16 décembre, au National Assembly Hall (anciennement St. Stephens Hall), coin des rues Portage et Young. Il y a là un régal pour les amateurs du beau. Les billets sont en vente chez Golding.

I

Rhapsodie, Marcel Grandjany. — Deux morceaux du Seizième siècle: 1. Siciliana (pour le luth), Ottorino Respighi; 2. Chanson de Guillot Martin, Périlhon. — Impromptu Caprice, Gabriel Pierne.

II

Largo, Bach-Saint-Saens. — Papillons, Dizi. — Soeur Monique, François Couperin. — Nocturne, Liszt. — La Madeleine, Parish-Alvars.

III

Fantaisie, César Galeotti. — Deux chants populaires français: 1. Le bon petit Roi d'Yvetot, Marcel Grandjany; 2. Il était une bergère, Marcel Grandjany — Dans la forêt du charme et de l'enchantement, Marcel Grandjany. — Gavotte "A la manière de Lully", Jacques Pillois. — Valse (exécutée pour la première fois en Amérique), Joseph Jongen.

IV

Impromptu, Albert Roussel. — Légende, H. Renié.

BONAPARTE JOURNALISTE

"[illegible] la presse je ne resterai pas [illegible] trois mois" [illegible] Brumaire Napoléon [illegible] rester au pouvoir [illegible] de l'influence de la presse. "Je voudrais, disait-il encore, que [illegible] rédacteurs refusent des hommes attachés." Suivant le mot de Sieyès, Napoléon était un homme qui "sait toujours, qui veut tout faire et qui peut tout faire." Il fut journaliste, le journaliste le plus habile des temps modernes. C'est sous ces traits que M. [illegible] greffier adjoint [illegible] Communes a présenté [illegible] les Français à la séance d'hier soir au cercle littéraire et scientifique de l'Institut canadien français.

"Pour arriver à l'autorité absolue et pour la conserver, dit-il, Napoléon a su comprendre que la presse est une force plus grande que l'armée. Il se fit journaliste et le fut toute sa vie."

Mais avant de supprimer la presse hostile d'un trait de plume, de bâillonner les rédacteurs et de s'imposer à la France comme son unique journaliste Napoléon, dans sa jeunesse, lit Tacite, Plutarque, César, Voltaire et Ossian qui est son livre de chevet. A 20 ans il s'isole et se documente. A 21 ans il veut réformer la société et dans un style plein d'emphase ("le sang méridional bouille dans mes veines", dit-il) il publie son premier pamphlet. L'année suivante il envoie à l'académie de Lyons un discours sur le Bonheur: la forme en est meilleure et la phrase se libère sensiblement de son emphase. Enfin l'année suivante (il a 24 ans) il fait un vigoureux plaidoyer en faveur de la Convention (Le souper de Beaucaire).

Pendant que le futur empereur se prépare à sa carrière les événements se précipitent, un seul journal circule librement mais voilà que soudain Robespierre tombe et [illegible] la presse [illegible]. En 1795 Napoléon épouse Joséphine et il est nommé commandant de l'armée d'Italie.

* * *

A la tête des armées d'Italie le [illegible] Il a toujours à sa solde des écrivassiers pour soigner sa [illegible]. "Ne louez que moi" leur [illegible]. Pendant qu'il est en Italie [illegible] journaux pour faire [illegible] la France l'opinion de l'armée d'Italie [illegible] la politique française. Et quand il entreprend son expédition d'Egypte il se fait [illegible] par des journalistes et fonde le "Courrier d'Egypte" et [illegible] la "Décade Egyptienne". Un journal officiel [illegible] voilà son [illegible] les journaux d'opposition. Ne pas tolérer de critique [illegible] l'empereur.

* * *

[illegible] Le Moniteur [illegible] Napoléon [illegible]

(A suivre en page 4)

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

Les temps sont durs pour les dictateurs. Les difficultés avec lesquelles M. Mussolini est aux prises en Italie sont moins graves que celles qui compliquent en ce moment la tâche du gouvernement du général Primo de Rivera en Espagne. De l'autre côté des Alpes, c'est la lutte contre un régime qui tend à s'affranchir de l'esprit constitutionnel, mais qui a du moins gardé la forme, les méthodes et les apparences d'un gouvernement populaire s'appuyant sur un parlement; de l'autre côté des Alpes, c'est la dictature en dehors de tout contrôle de la représentation nationale. Après quatorze mois d'expérience, le directoire espagnol court le risque d'être débordé par les événements.

Il n'est guère possible de se faire une idée exacte de la portée de la collision sanglante qui eut lieu il y a quelques jours, à Vera, dans la province de Pampelune, où la gendarmerie espagnole échangea des coups de fusils avec une bande armée venant de la frontière française. Comme, d'autre part, une petite bande d'individus armés a cherché à s'emparer d'une caserne à Barcelone, d'ailleurs dans des conditions permettant difficilement de croire à une entreprise sérieuse, on a dit qu'il s'agissait d'une tentative révolutionnaire. Tous les partis d'opposition qu'on pourrait croire à tort ou à raison, disposés à s'engager dans une aventure de ce genre, ont formellement démenti qu'ils fussent pour quelque chose dans cette étrange équipée, qui ne saurait être le fait, dès lors, que d'éléments syndicalistes et communistes régionaux, à moins qu'il ne s'agisse comme d'aucuns l'insinuent, d'une bruyante diversion aux campagnes politiques proprement dites qui se développent contre le directoire. Seules les mesures prises pour imposer silence à la presse et pour empêcher le public espagnol d'être renseigné par les journaux étrangers donnent l'impression d'une crise assez profonde.

Pourtant, le véritable intérêt de la situation qui existe en Espagne n'est pas dans ces incidents violents, dans ces convulsions locales qui ne peuvent aboutir à aucun résultats politiques, et qui justifient par leur allure révolutionnaire toutes les répressions. L'intérêt réside dans les moyens mis en oeuvre par le général Primo de Rivera pour imposer l'autorité du directoire et dans la résistance qui s'organise contre des méthodes de gouvernement qui ignorent systématiquement les partis traditionnels. Lorsque le général Primo de Rivera s'est emparé du pouvoir, le 15 septembre 1923 il a promis une sévère répression des communistes et séparatistes, et ce point de son programme, il l'a réalisé, puisque les crimes syndicalistes qui troublèrent si longtemps la vie publique en Espagne, et ce à presque au point de la paralyser, ont complètement cessé. C'est une justice à rendre au dictateur qu'au point de vue social, il avait rétabli l'ordre et la confiance. Malheureusement, comme il arrive toujours lorsqu'on agit en dehors de l'esprit constitutionnel, s'il a mis fin à des abus intolérables, il n'a pu éviter de créer d'autres abus, d'ordre politique ceux-là, qui apparaissent à l'expérience tout aussi inquiétants.

Il n'avait demandé que quelques semaines, tout au plus quelques mois, pour assainir définitivement la situation, et la dictature subsiste depuis plus d'un an. Elle semble même ne pas vouloir se résigner à disparaitre, en ce sens que le retour au régime soi-disant normal qu'elle prépare serait la négation même du véritable régime constitutionnel, puisqu'il consisterait dans l'installation au pouvoir d'un gouvernement civil dont les membres seraient choisis au sein de l'"Union patriotique" le parti unique fondé par le chef du directoire. Ce parti semble être une création assez factice, inspirée du fascisme italien, mais il est loin d'avoir la puissance d'organisation de celui-ci. C'est une étrange erreur, commune à tous les dictateurs, de croire que dans un grand pays travaillé par les passions les plus différentes, les tendances les plus opposées, il soit possible d'improviser un parti unique résumant dans son action toutes les aspirations nationales. Toute politique est faite du contraste des idées et des principes, de l'effort des légitimes ambitions. Il est exact que les partis existant en Espagne, ceux de droite comme ceux de gauche, avaient perdu en des luttes stériles le meilleur de leur prestige et de leur crédit moral; mais dans le silence qui leur est imposé depuis si longtemps, ils se sont peut-être retrempés et rajeunis.

Ce qui est à noter, en tout cas, c'est que les conservateurs de la nuance Maura, les libéraux et conservateurs qui suivent M. Sanchez Guerra, les libéraux fidèles au comte de Romanones, les libéraux de gauche de la nuance Alba et les démocrates qui reconnaissent pour chef M. Garcia Prieto se dressent contre le directoire avec autant d'énergie que les républicains et les réformistes. Ces partis ne sont pas d'accord entre eux sur la politique à réaliser une fois que le directoire aura disparu de la scène; leurs conceptions vont de-

(A suivre en page 3)

LES EVENEMENTS D'ESPAGNE

(Suite de la page 2)

puis le régime monarchiste rigoureusement contrôlé au point de vue parlementaire jusqu'à l'organisation fédérale, mais tous veulent également le retour à la règle constitutionnelle. L'incident du banquet politique, qui eut lieu il y a une quinzaine de jours à Madrid, sous la présidence de M. Melquiades Alvarez, et à la suite duquel le général Berenguer fut condamné à six mois de détention dans une forteresse, a prouvé que les partis d'opposition sont résolus à la lutte.

Le général Primo de Rivera aura-t-il le temps de réaliser le projet consistant à faire passer le pouvoir des mains du directoire militaire à un gouvernement civil choisi par le dictateur lui-même et qui poursuivrait son oeuvre dans le même esprit et avec les mêmes méthodes, sous le couvert de l'"Union patriotique"? Cela dépendra surtout de la manière dont il aura réussi à résoudre le problème marocain, qui pèse si lourdement sur toute la vie de l'Espagne. Son plan, on le sait, consiste à évacuer le Rif et à limiter l'occupation aux seuls "présidios" de la côte, ce qui permettrait de renvoyer cent mille hommes dans leurs foyers et ce qui allégerait considérablement les charges du pays.

On conçoit que ce plan soit favorablement envisagé par la majorité de l'opinion, mais il a contre lui ceux qui soutiennent la politique traditionnelle de l'Espagne au Maroc et une partie de l'armée notamment le corps expéditionnaire. Pourtant, on semble se rendre compte actuellement de l'exécution de ce plan dans des conditions compatibles avec la dignité du pays devient une nécessité militaire autant que politique. Le tout est de savoir si le général Primo de Rivera, qui s'est fait nommer haut-commissionnaire au Maroc et qui réside à Tetouan, d'où il gouverne dictariolement l'Espagne pourra mener à bien cette entreprise pleine de difficultés. Quelle serait la situation dans le Rif lorsque les troupes espagnoles l'auront évacué en fait, sans que l'Espagne renonce pour cela au droit qu'elle tient des traités sur la zone marocaine qui lui a été dévolue? La question ne saurait nous laisser indifférents, on le conçoit, le désordre permanent dans le Rif évacué pouvant avoir des répercussions sérieuses dans les régions voisines dont la France a la charge et le contrôle.

Il faut souhaiter que les choses s'arrangent de l'autre côté des Pyrénées sans chocs ni heurts. Ce n'est que par un régime respectueux de l'ordre constitutionnel permettant à toutes les forces politiques d'exercer dans la légalité leur légitime influence, qu'il est possible de tenir sincèrement compte de tous les justes intérêts et de toutes les aspirations des éléments actifs de la nation. C'est là une vérité qu'aucun Etat moderne ne peut méconnaitre sans s'exposer aux plus graves mécomptes et sans compromettre la stabilité et la continuité nécessaires à l'affirmation utile de toute politique nationale.

(Le Temps)

MOLOCH

L'appétit du dieu ne s'apaisait pas... (Salambô, p. 296.)

Il y a, dans Salammbô, une scène particulièrement troce. C'est celle où les parents apportent eux-mêmes à la hideuse idole de Moloch leurs jeunes enfants.

Leur dieu est rougeoyant comme une fournaise; la foule, étourdie de clameurs, pousse ses enfants vers lui. Les servants de l'idole les lient aux poignets et aux chevilles, les aveuglent et les placent sur les mains d'airain de Moloch... On apercevait alors une petite masse vivante, s'enfonçant dans l'ouverture ténébreuse, et elle disparaissait sur une plaque rougie...

Je n'ai jamais lu ce chapitre sans éprouver un sentiment de commisération pour la pauvre nature humaine, capables d'une lâcheté que les bêtes les plus humbles ne connaissent pas. Car les bêtes se font tuer pour leurs petits.

* * *

Mais qu'est-ce cela ?... Les Loges — elles aussi au service de Moloch — parlent maintenant de nous imposer quelque chose de plus abominable encore.

Car, après tout, ces femmes de Carthage livraient seulement le corps de leurs enfants.

C'est atroce déjà.

Mais, aujourd'hui, on veut exiger de nos chrétiennes qu'elles livrent l'âme même de leurs enfants.

Qu'est-ce, en effet, au fond, que cette école unique?

C'est dresser l'instituteur devant toutes les familles de France — familles athées... passe! — mais familles chrétiennes, protestantes, juives, etc., et leur dire: "Ce monsieur, dénommé instituteur, est obligatoire pour votre enfant jusqu'à 14 ans..."

—Mais ce monsieur est peut-être franc-maçon...? Ennemi juré des sentiments religieux de toute ma race...?

—Détail, ceci!...

—Pardon!... Pour nous, c'est capital!

—Mon instituteur sera neutre... il ne prononcera jamais le mot Dieu...

—C'est plus effrayant encore! Que pense-t-on, dans une famille, d'un membre dont il est interdit de prononcer le nom?

—Tant pis... ce sera ainsi!

* * *

Notez que l'homme privé peut très bien être bon époux et bon père. Cela ne me regarde pas.

Je suis en présence de l'homme de la fonction.

Et la fonction, c'est la Loge, la contre-Eglise, qui l'a nettement, âprement circonscrite.

Et alors, le meilleur des instituteurs publics est un homme officiellement ligoté, qui ne doit pas murmurer le mot Dieu, même si, par extraordinaire, il avait envie de le crier.

—L'autre jour, dans le métro, je parlais avec un instituteur. Il me disait:

—Je ne suis pas hostile à la religion. Tout simplement, ça ne m'intéresse pas...

Je l'ai regardé, cet homme...

Il était sincère.

Habitant la cave, et y tenant ses livres avec une conscience professionnelle, le reste ne l'intéressait pas.

Y a-t-il un premier étage...? un second...? un troisième...? un ciel immense au-dessus...?

Ça ne l'intéresse pas.

Y a-t-il un Dieu...?

Ai-je une âme immortelle...?

Le bien... le mal ne sont-ils que des mots...?

La vie d'ici-bas est tellement différente suivant la réponse à ces question qui ont angoissé l'âme d'un Pascal ou d'un Pasteur!...

Non. Ça ne l'intéresse pas.

Et il s'agit ici d'un instituteur simplement areligieux. Combien d'autres sont ouvertement sectaires..., sont francmaçons militants... vénérables de Loges, etc., et ont, de ce fait, toutes les faveurs officielles.

Et c'est cet homme qu'on prétend dresser aujourd'hui devant toute famille française comme l'être obligatoire!...

Pères, mères, qui aimez vos enfants...

Vous qui leur avez donne la vie, mais qui entendez bien leur transmettre, intacts, votre foi et votre respect des choses religieuses...

Allez-vous être obligés de livrer l'âme candide de ces petits êtres à un neutre, lequel, par son silence et souvent par une haine désormais sans concurrence, jettera le désarroi dans leurs cerveaux et rira peut-être de cette croix clouée au-dessus de vos lits et sur la tombe de vos morts...?

Vous avez le droit de choisir la nourrice de votre enfant, son médecin, son régime. Et vous n'auriez pas le droit de choisir son instituteur!... Et on vous en imposerait un, que vous repoussez d'avance, de vos deux mains tendues!...

* * *

Eh bien! j'affirme que cela ne sera pas.

J'ai vu l'application des décrets...

J'ai vu Combes.

J'ai connu la résistance passive...

Jamais la France n'a tressailli... n'a réagi comme aujourd'hui.

Nous en avons assez..., trop, d'être des parias dans un pays pour lequel tant des nôtres sont morts.

La guerre a passé par là...

Nous avons reçu le baptême de sang.

Nous sommes Français comme tout le monde... plus peut-être que bien d'autres!...

Et nous voulons... et nous aurons la paix dans l'honneur et dans la liberté!...

* * *

Le général de Castelnau, ce Bayard moderne qui a sauvé Nancy, est en train de sauver l'âme française.

C'est lui qui a sonné le ralliement... lui qui a "informé" ces multitudes de groupements qui cherchaient un chef...

Patriote indiscuté, soldat magnifique, chrétien sans peur, quel chef meilleur pourrions-nous jamais avoir?

Alors, allons à lui pour la défense de ce qui nous reste encore de liberté religieuse.

Ne lui marchandons ni nos noms, ni nos sacrifices.

Qui ne se croise pas pour la grande croisade moderne?

Qui reste en dehors du faisceau...?

* * *

Et si tout ce qui croit vient à nous de toutes les communes de France, la Loge, qui est presque aussi intelligente qu'elle est haineuse, hésitera peut-être à casser la France en deux au seuil d'une année grave entre les plus graves.

(La Croix) Pierre L'ERMITE

Le revenu des liqueurs au Manitoba

En se basant sur le volume d'affaires qu'elle fait actuellement, la commission des liqueurs du Manitoba paye au gouvernement fédéral en droits d'accise, de douane et en taxe de vente, chaque année, à peu près $150,000 de plus que le subside annuel reçu par la province du même gouvernement. La commission des liqueurs du Manitoba a ajouté $1,863,536 aux récettes du trésor fédéral, ce qui représente quarante pour cent du prix des liqueurs vendues dans les douze mois qui ont suivi l'ouverture des magasins de la Commission le 20 septembre 1923.

FIERTE DE RACE

Un ménage de Canadiens-français dans une aisance relative, a adopté une nièce orpheline. L'auteur nous présente dans Lucienne un beau caractère de jeune fille canadienne française intelligente, sans pédanterie, ayant le gout artistique développé, une belle délicatesse de conduite et de tenue. La jeune fill eest douce et soumise aux désirs de ses parents, mais il est un point sur lequel elle est intransigeante: sa race, sa religion, sa langue.

Est-il besoin de dire qu'au physique, Lucienne est un joli type de sa race.

La tante a cédé à l'ambiance de fréquentations dans les milieux anglais riches: elle veut que sa nièce épouse le fils d'un gros négociant venu des Etats-Unis, qui a fait fortune à Québec.

M. Hartley, de son côté, ne veut pas ce mariage, parce que, dit-il "cette jeune fille n'est pas de notre race, elle est catholique et elle n'a pas le sou" — et ces jeunes canadiennes sont tellement fières de leur race..."

Bref, Lucienne résistera à sa tante, s'occupera peu de l'assentiment arraché par le jeune Hartley à son père et elle épousera un jeune Canadien français de talent, Georges Crevier, auquel son oncle, un riche docteur de Québec laisse toute sa fortune.

A côté de Lucienne, qui est d'une excellente éducation et d'allure distinguée, l'auteur nous trace le portrait d'une jeune canadienne française qui veut singer l'anglais et qui, sans prendre les réelles qualités de la race saxonne, en accentue les défauts.

Gabrielle en est arrivée à oublier et à mépriser sa langue maternelle, ce qui la fait mépriser même des Hartley, auxquels elle veut plaire, car M. Hartley, qui parle correctement le français, n'a jamais songé à abandonner sa langue; il sait que tout homme qui abandonne sa langue renie sa patrie.

Voici, en quelques notes brève le plan d'ensemble de ce roman canadien, qui ne vise pas aux grandes phrases, qui est écrit simplement, mais comporte de l'observation, du jugement, de bons enseignements et d'excellent principes exposés de façon alerte et agréable. L'ouvrage, illustré par Albert Fournier, fait partie des éditions Edouard Garand, 185 rue Sanguinet, Montréal. Cette maison vous enverra ce roman, sur réception de 30 sous.

NAPOLEON JOURNALISTE

(Suite de la page 1)

Mais il n'empêche que Napoléon ne tarda pas cependant à se rendre compte qu'une critique sage pouvait lui être utile. Pour cette raison il voulut un journal dont il serait le seul lecteur. Son rédacteur est Joseph Fievvé qui a le droit de parler à l'Empereur librement et de critiquer sa politique. Ce journal au lecteur unique dura onze ans.

L'Empereur toutefois ne voulut jamais rétablir la liberté de la presse et ce n'est que le jour où il fut à Ste-Hélène que la presse française respire librement..

M. Arthur Beauchesne conclut que Napoléon reste le plus habile journaliste de son temps. Il cite des extraits des notes et des lettres qui présentent Bonaparte sous les traits d'un polémiste violent, volontaire et perspicace. Ses trente volumes qui traitent de tous les sujets "resteront" dit M. Beauchesne la gloire la plus impérissable de ce grand homme"

DIX-SEPT ANS DE RHUMATISMES

Mme Martha Ponski de Chicago, Ill. écrit: "J'ai souffert de rhumatismes pendant dix-sept ans et étais finalement devenue invalide. Les docteurs ne pouvaient rien faire pour moi. Il y a un an j'ai commencé un traitement régulier avec le Novoro du Dr. Pierre. Je ne souffre plus maintenant et peux faire mon ménage." Ce remède constitutionnel de l'ancien temps n'est pas une drogue de pharmacie. Il est envoyé directement par le Dr. Peter Fahrney & Sons Co., 2501 Washington Blvd., Chicago, Ill.

Livré exempt de douane au Canada.









